

# Remarks by Commissioner Moscovici at the European Semester Autumn Package press conference

Merci, je suis heureux de vous présenter, avec Valdis et Marianne, le dernier paquet de guidance économique de cette Commission avant les élections européennes.

Et cette guidance repose sur deux réalités économiques :

Premièrement, la situation économique et budgétaire en Europe et en zone euro n'a jamais été aussi favorable depuis 2014 et nous devons donc agir pour maintenir ce dynamisme durablement.

Et deuxièmement, c'est le paradoxe, les risques restent marqués, en Europe bien sûr où des déséquilibres demeurent et, au niveau global, où ils n'ont jamais été si importants ces dernières années. Et donc nous devons rendre l'Europe plus forte pour affronter ces défis.

C'est le double sens, paradoxal encore une fois, de notre rapport annuel de croissance.

Pour revenir sur notre continent, la situation n'a en effet jamais été aussi favorable car la croissance en zone euro, après une année record en 2017, va rester, si elles sont selon nos prévisions, robuste cette année et l'année prochaine. Les cicatrices de la crise sur nos sociétés, nos territoires, nos économies n'ont pas été encore totalement effacées, loin s'en faut. Mais les années de croissance que nous avons connues ont aussi, il ne faut pas sombrer dans la morosité, indéniablement eu un effet positif sur l'investissement, sur l'emploi, sur les conditions de vie de la majorité de nos concitoyens dans une majorité d'Etats-membres.

Et en matière budgétaire aussi, les perspectives sont désormais très positives, je veux y insister à mon tour, la dernière procédure pour déficit excessif héritée de la crise – celle qui concerne l'Espagne – devrait se clore avec l'exercice 2018, plus des deux tiers (13 sur 19) des budgets des Etats-membres de la zone euro sont désormais considérés comme « conformes » ou « globalement conformes ». Et c'est une très bonne nouvelle si on se souvient des périodes antérieures.

Cinq Etats seulement se classent donc « en risque de non-conformité » car ils pourraient ne pas réaliser les efforts structurels requis en 2018 et/ou 2019. Je veux tout de suite dire que ce sont là des risques qui ne se sont pas matérialisés et que c'est la procédure et les critères qui le définissent ainsi, mais que nous ne voyons pas là de problème qu'il faut marquer de façon plus préoccupante.

Bien sûr l'Italie est dans une catégorie spécifique, de « non-conformité

sérieuse» et je vais y revenir dans un instant.

Il y a donc des différences budgétaires qui se reflètent aussi dans des déséquilibres macro-économiques qui demeurent. Comme indiqué dans notre rapport d'alerte, nous allons donc examiner de près la situation de 13 Etats-membres et nous rendrons nos analyses en février prochain, dont sur les onze pays identifiés comme ayant des déséquilibres macro-économiques, au printemps.

Enfin, si la situation budgétaire s'améliore globalement dans la zone euro, soyons conscients que les défis structurels demeurent. C'est tout le sens de la recommandation que nous présentons aujourd'hui aux Etats-membres de la zone euro et je crois qu'elle est plus d'actualité que jamais.

Enfin, si on regarde en dehors de la zone euro, la situation budgétaire de deux pays, la Roumanie et la Hongrie, continue à nos yeux d'être tout à fait préoccupante et nous avons donc adopté de nouvelles recommandations, assorties, pour ces pays, d'un effort supplémentaire.

Now I move to Italy, to follow on what Valdis said.

Our opinion on Italy's revised Draft Budgetary Plan confirms our initial assessment that it is in "particularly serious non-compliance" with the Council recommendation to Italy – which the government itself signed up last July. And this step, that we take today, is the logical and unavoidable consequence of the decision taken by the Italian authorities not to modify their fiscal targets in the revised DBP they have sent us.

Through the past months, the Commission's commitment to dialogue with Italy has been genuine, and it will always be genuine. Both Valdis and I have met Giovanni Tria more times than I can recall now and I myself spent two days in Rome last month. Yet our questions and also our doubts about the growth, deficit, debt projections, these question and doubts persist. We had no answer to this questions. Where will this extra growth come from? If you look at our forecast, you can see our doubts. Who will pay the bill for this extra spending?

We continue to believe that this budget carries risks for Italy's economy, for its companies, for its savers and for its taxpayers. The European Commission is therefore taking its legal and political responsibilities today in the interests of the citizens of Italy and of the euro area as a whole.

The size of Italy's public debt, which we do not see, as you know, declining over the next two years, remains for us the key concern. So we have had today adopted a new report – the fifth since 2014 – on Italy's debt, but with the conclusion this time that Italy is not respecting the debt criterion, and that as such a debt-based Excessive Deficit Procedure is warranted.

This is not, I insist on that, the opening of an EDP yet. It is now for the Member States to give their views on our report within 2 weeks. Should they agree with the Commission's conclusion, and frankly it would be more than logical, then the Commission will have to prepare the excessive deficit

procedure as well as a new recommendation for Italy to correct its deficit and debt trajectory.

If we have to go along that road, we will discuss the precise modalities in the coming weeks, first and foremost with the Italian authorities. In this situation, dialogue and cool blood are more than ever required and obviously we are determined to show it. Our door remains open to this dialogue with Italy. As we move closer to the opening of an EDP, it makes it even more essential that the Italian authorities engage constructively.

Un dernier mot sur la Grèce pour dire que:

Aujourd'hui marque une étape importante sur le chemin que j'ai appelé de mes vœux depuis des années de la normalisation, du retour à la normale, de la Grèce dans la zone euro. En présentant notre Opinion sur le premier avant projet de budget jamais soumis par la Grèce dans le cadre du Semestre, nous avons conclu que la Grèce, le budget était conforme aux demandes du Pacte de stabilité et de croissance., C'est donc une entrée tout à fait réussie dans le Semestre.

De plus, la Grèce remplit les engagements en matière budgétaire qui ont été faits l'été dernier. La Grèce a proposé un paquet de mesures dont nous pensons de manière tout à fait argumentée, qu'il permet d'atteindre le surplus primaire de 3.5% du PIB qui avait été conclu. Je pense qu'il y a derrière ça aussi une leçon politique, que les efforts qui ont été faits par les Grecs, le programme lui-même avec tout ce qu'il comportait d'accompagnement et d'exigence, tout ça paye ses fruits. Ça paye ses fruits en termes de finance publique, ça paye ses fruits en termes de croissance et ça peut et doit aussi payer ses fruits en termes de justice sociale et de retour vers la population grecque.

Ce rapport ouvre la voie maintenant à l'annulation des mesures qui avaient été pré-légiférées de coupes supplémentaires dans les retraites, cela avait été décidé il y a deux ans. Mettre en place ces coupes supplémentaires aurait entraîné une réduction supplémentaire de 14% des retraites d'1,4 millions de retraités grecs, et puis ça aurait risqué de mettre encore plus de retraités grecs dans une situation de pauvreté. La Commission n'a jamais souhaité qu'il en soit ainsi, mais maintenant, avec le fait que les engagements budgétaires sont tenus, nous pensons que ça n'a plus lieu d'être. C'est pourquoi je suis à la fois dans l'espoir, mais aussi tout à fait, confiant que l'Eurogroupe du 3 décembre va accepter cette proposition. Et ce sera, je crois, une bonne nouvelle pour la Grèce pour le peuple grec et pour la zone euro tout entière.